

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

Canadiana.org has attempted to obtain the best copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure.

- Additional comments /
Commentaires supplémentaires:

Canadiana.org a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed /
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression

- Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire

- Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées.

J. H. Perrault & Co.

AVANT TOUT SOYONS CANADIENS.

No. 1

Février 1880.

{ \$1.00 par année.
0.10 par copie.

POUR DEVENIR UN GRAND PEUPLE IL NOUS FAUT TOUTS LES DROITS ET PRIVILÈGES DE L'HOMME LIBRE.

L'UNION DOUANIÈRE AVEC LES ÉTATS-UNIS C'EST LA PAIX ET LA PROSPÉRITÉ ASSURÉES POUR TOUJOURS.

Revue Mensuelle

DÉVOUÉE A



L'ÉMANCIPATION COLONIALE

ET A

L'UNION DOUANIÈRE

AVEC LES

ÉTATS-UNIS.

MONTREAL :

J. X. PERRAULT & CIE., ÉD.-PROPRIÉTAIRES,
44 Rue St. Denis.

NOUS COMPTONS SUR L'APPUI DE TOUTS LES HOMMES INTELLIGENTS.

TABLE DES MATIERES.

	PAGE.
Le but de notre Revue.....	1
La situation actuelle.....	3
Notre position vis-à-vis des autres peuples.....	4
Nous sommes les seuls colons d'Amérique.....	5
Les chantiers de constructions navales à Québec	7
Nos manufactures de lainages sont prohibées.....	8
L'opinion d'un Américain éminent sur l'Indépendance	9
La prohibition des cuirs canadiens à l'étranger.....	11
La Chambre de Commerce et les marchés étrangers	12
L'Angleterre ne s'opposera pas à notre Indépendance.....	13
Soyons donc pratiques.....	14
Nos manufactures de chaussures en souffrance.....	15
Les Etats-Unis avant leur Indépendance	16
Une position financière désespérée.....	17
Ce que fera l'Indépendance.....	19
L'Indépendance c'est la paix	20
Que sommes nous comme colons ?.....	21
Fruits de l'Indépendance aux Etats-Unis.....	23
Avant tout soyons Canadiens.....	23
Les Opportunistes et l'Emancipation.....	24
Quels sont les avantages du Régime Colonial ?.....	26
Nous ne demandons pas l'annexion.....	26
Il nous faut le marché des Etats-Unis.....	28
La Presse réactionnaire et l'Emancipation.....	30
Notre Revue Anglaise "Canadian Emancipation".....	31



L'EMANCIPATION COLONIALE

ET

L'UNION DOUANIERE AVEC LES ETATS-UNIS.

FEVRIER 1880.

En déployant aujourd'hui le drapeau de l'Éman-
cipation Coloniale et de l'union douanière avec les
Etats-Unis, nous repondons aux vœux patriotiques
hautement exprimés par les hommes intelligents de
tous les partis.

Il y a quelques jours à peine, le Premier Ministre
du Gouvernement Fédéral, Sir John A. MacDonal-
d, s'écriait dans un banquet devenu célèbre : " Pour
moi les intérêts du Canada priment ceux de l'Empire."

Jamais paroles aussi significatives, aussi hardies,
n'ont été prononcées au Canada par un Premier Minis-
tre. Elles sont toute une révélation, au sujet de cer-
tains actes de son administration. La protection de
nos intérêts manufacturiers au détriment des produits
Anglais, frappés de droits excessifs, la nomination de
Sir A. T. Galt comme chargé d'affaires, pour négocier
des traités de commerce avec la France et l'Espagne,
ne laissent aucun doute sur la détermination du Gon-
vernement actuel de s'affranchir de plus en plus de
la tutelle de l'Angleterre.

Et comment peut il en être autrement ? Comment
des hommes aussi distingués que Sir John et ses
collègues peuvent ils subir la position humiliante qui
leur est faite par le bureau Colonial, dont ils relevent ?
Mieux que personne ils savent que toute notre organi-
sation politique est sans puissance, devant le Ministre
des Colonies qui est l'arbitre suprême. Ils n'ignorent
pas d'avantage qu'étant de simples colons, ils ne
comptent pour absolument rien dans le monde diplo-
matique ou les relations internationales. Qu'il leur
est même défendu d'entrer en communications avec
les autres gouvernements, pour traiter des plus graves
intérêts confiés à leur administration.

Aussi est-ce avec une bien juste impatience que
ces ministres responsables d'un peuple intelligent

subissent malgré eux le joug colonial. Ils n'attendent que le moment où le peuple, mieux éclairé sur ses véritables intérêts, demandera enfin son émancipation, pour joindre leurs voix à la sienne et proclamer hautement l'indépendance depuis longtemps désirée. Avec l'Émancipation nous entrons de suite en relations commerciales intimes avec nos riches voisins, nous brisons la muraille de Chine qui nous sépare de 50,000,000 de consommateurs, désireux de s'approvisionner sur nos marchés.

C'est pour hâter cet événement que nous élevons aujourd'hui une tribune libre, que nous commençons la publication de notre revue, comptant sur l'appui généreux de toutes les hommes de bonne volonté, sans distinction de nationalité ou de parti.

Nous ne voulons en aucune manière prendre part aux débats de la politique intérieure, pour rester strictement dans l'Étude de l'Émancipation Coloniale et de l'Union Douanière avec les États-Unis. Nous avons donc lieu de compter sur les sympathies de la presse tout entière, intéressée comme nous à la prompt solution de ces graves questions, et nous la prions d'attirer l'attention de ses lecteurs sur notre première livraison.

Pour le cas cependant où l'habitude du dénigrement entrainerait quelque confrère à nous maltraiter, nous déclarons de suite qu'il n'y aura pas place dans notre Revue pour ce genre de discussion. Afin de mettre les collaborateurs distingués, qui nous ont promis leur concours, à l'abri de la malveillance, les articles ne seront pas signés par leurs auteurs.

Nous invitons les personnes qui recevront ce premier numéro, à nous faire tenir de suite leur abonnement, fixé à \$1 strictement payable d'avance, pour que l'envoi de la Revue leur soit continué. Nous demandons des agents actifs dans chaque localité.

Les Éditeurs-Propriétaires,

J. X. PERRAULT & Cie.

La situation actuelle. — Nous constatons avec alarme la détresse profonde dans laquelle se trouvent plongées toutes les industries. N'est-il pas effrayant, en effet, de voir tomber en banqueroute nos maisons de commerce, nos banques les plus puissantes ? Chaque jour amène de nouveaux désastres. Des hommes qui étaient millionnaires sont aujourd'hui dans la rue, ou au moment d'y descendre. Pendant la dernière année les banqueroutes se sont élevées au chiffre énorme de \$30,000,000. L'année précédente elles avaient été de 24,000,000. A ce désarroi général rien n'a résisté ; la propriété ne vaut plus rien, le commerce est désastreux, pour ceux qui le tentent encore, nos institutions financières, depuis la banque de Montréal jusqu'à la société de construction la plus modeste, sont appelées chaque jour à recueillir des sous là où ils devraient recevoir des piastres. La confiance est complètement disparue et nous voyons, avec peine, nos compatriotes prendre chaque jour la route des États-Unis, pour y chercher du travail ou du pain.

Cette situation, tout à fait grave, qui fait la préoccupation et le désespoir de tous les hommes sérieux, ayant à cœur la prospérité du pays, doit avoir une solution. Le temps est venu, pour tous les citoyens, de mettre de côté les questions sentimentales et de parti, pour traiter la situation en hommes d'affaires et au seul point de vue des intérêts du Canada.

Pouvons-nous plus longtemps, laisser notre population ouvrière sans travail ? Le spectacle de toutes ces petites mains qui se tendent, à tous les coins de rues, pour nous demander l'aumône, pendant que les parents se désespèrent, cloués chez eux par l'impossibilité de gagner un sou, n'est-il pas assez navrant ?

Ne parlons pas de ces familles, autrefois opulentes, qui étaient l'orgueil de notre commerce, de nos professions, de nos industries, et qui aujourd'hui ont tout perdu. Ce n'est pas le travail, ni l'économie, ni l'habileté, ni l'énergie qui leur ont manqué. Non, elles avaient tout cela ; mais c'est la position impossible dans laquelle se trouve le Canada, vis-à-vis des autres nations,

qui nécessairement devait produire de pareils résultats, amener ces incomparables désastres. Tant que nous ne nous appartiendrons pas, tant que notre intérêt commercial sera soumis aux intérêts de l'Angleterre, tant que nous serons un peuple de colons taillables et corvéables, tant que nous n'aurons pas assez de respect de nous-mêmes, pour prendre en mains la protection de notre intérêt le plus cher, c'est-à-dire notre intérêt commercial, n'espérons pas sortir de la position nécessairement ruineuse où nous place la politique de l'Angleterre vis-à-vis de sa colonie.

Notre position vis-a-vis des autres peuples.—À première vue il semble que la constitution nous donne tous les droits et privilèges d'un pays libre et que nous possédions tous les pouvoirs nécessaires pour assurer, par une bonne législation, la prospérité du pays. En effet, en créant la Confédération, nous avons obtenu notre autonomie politique, pour tout ce qui regarde notre gouvernement intérieur. Mais l'Empire s'est réservé le contrôle absolu et entier de notre commerce extérieur, le droit exclusif de régler lui-même, sans nous consulter, nos relations commerciales avec les autres pays. Aussi quel a été le résultat de cette position impossible, au point de vue de notre prospérité commerciale et industrielle ? C'est que l'Angleterre a fait des traités, avec toutes les nations de l'Europe, par lesquels elle s'est réservé le privilège de leur vendre ses produits, à dix pour cent de droit d'entrée, tout en stipulant, dans ces mêmes traités, l'exclusion du Canada, qui se trouve ainsi dans l'impossibilité de vendre ses produits sur les marchés Européens.

Cette exclusion explique à elle seule l'état d'extrême détresse dans laquelle sont plongées nos industries. Comme colonie le Canada ne peut traiter avec les nations étrangères, d'un autre côté le gouvernement impérial nous exclut de ses traités. La situation actuelle est donc sans issue,

Vous sommes les seuls colons d'Amérique.—

Dans toute l'Amérique libre la grande Puissance du Canada est la seule qui ne s'appartienne pas. Venus les premiers, descendants des deux grands peuples qui, à la tête de la civilisation moderne, ont tant fait pour la revendication des droits imprescriptibles de l'homme, nous sommes les derniers en Amérique à réclamer de la Grande Bretagne notre pleine liberté.

Soit ignorance profonde de notre position humiliante et désastreuse, soit plutôt absence chez notre population de tout sentiment de sa dignité ou de sa valeur, fruits amers d'un siècle de dépendance coloniale, nous sommes bien obligés de constater avec regret qu'il y a encore permis nous des hommes haut placés, heureux de porter leurs chaînes moyennant salaire.

Que leur importe, à ces privilégiés du pouvoir, que le pays soit hypothéqué pour plus que sa valeur, que notre commerce et nos industries soient ruinés, que la population meure de faim, soit obligée de fuir sa patrie pour trouver du travail et le pain nécessaire à la famille ?

Ce sont là des considérations de petites gens, qui ne sauraient un instant préoccuper ces grands patriotes, se pâmant de bonheur dans les délices du système actuel. Ils ne s'aperçoivent même pas, les malheureux, que dans cette comédie du système colonial toute l'intrigue consiste à faire jouer le rôle de dupes à de pauvres colons en costume de ministres. Ils se prennent au sérieux au moment où la galerie, qui ne se fait pas illusion, reconnaît sous ces oripeaux à grand effet, le colon modeste, attaché irrévocablement au pouvoir de la Grande Bretagne, soumis au contrôle du bureau colonial, sans représentation dans le parlement impérial, où nos plus graves intérêts sont compromis.

Il faut venir en Canada pour être témoin d'un pareil avilissement, car partout ailleurs, sur cette terre d'Amérique libre d'un Pole à l'autre, l'homme a brisé ses chaînes et à l'admiration de l'univers, s'est élevé à l'égal des autres hommes. Voyons plutôt cette magni-

lique pleiade de Républiques prospères qui se divisent le continent Américain.

La République des Etats-Unis.....	50,000,000
La République de Mexico.....	9,000,000
La République de Guatemala.....	1,000,000
La République de Honduras.....	400,000
La République de San Salvador.....	600,000
La République de Nicaragua.....	400,000
La République de Costa-Rica.....	120,000
La République de Venezuela.....	2,300,000
La République de Colombie.....	3,000,000
La République de l'Equateur.....	1,300,000
La République du Perou.....	3,000,000
La République de Bolivie.....	2,300,000
La République du Paraguay.....	1,400,000
La République de La Plata.....	1,500,000
La République du Chili.....	1,700,000
La République de l'Uruguay.....	300,000
L'Empire du Bresil.....	11,000,000

Voilà 89,320,000 Américains libres, jouissant de tous les avantages que peuvent donner l'autonomie la plus complète et le gouvernement le plus libre, en regard des quatre millions de colons Canadiens soumis au joug de l'Angleterre. Vous croyez, peut-être, que ces pauvres colons souffrent amèrement de leur infériorité palpable, de leur position humiliante, des mille inconvénients dont ils ont chaque jour à se plaindre ? Eh bien ! vous êtes tout à fait dans l'erreur. C'est incroyable, mais il est exact de dire que ce sont les colons qui plaignent les hommes libres ; c'est la colonie, soumise aux injustices de la métropole, qui s'apitoie sur le sort de ces vaillantes républiques, dont le pavillon flotte librement sur toutes les mers, respecté à l'égal de celui des plus grandes puissances, dont les représentants dans toutes les capitales du monde ont droit au respect et à la considération dus aux peuples libres.

L'histoire de notre pays nous rappelle ces temps héroïques, où nos ancêtres tombaient vaillamment sur les champs de bataille, en défendant l'honneur du drapeau. Nous étions alors dignes du respect universel et

nous l'avions bien gagné. Mais aujourd'hui quel rôle jouons nous en Amérique ? Hélas ! disons le avec honte, nous sommes tombés au métier de valets de pied de l'Angleterre. Notre ambition est de porter la livrée du maître et après chaque course de tendre la main pour recevoir le pourboire qu'il nous jette pour prix de notre servilité.

Avouons que nous sommes tombés bien bas et que nous avons besoin de tous nos hommes de cœur pour reprendre en Amérique la position glorieuse que nos ancêtres nous avaient faite, aux premiers jours de notre histoire.

Les chantiers de constructions navales a Québec. Depuis bien longtemps nous voyons avec regret, cette bonne population de St. Roch à Québec s'appauvrissant chaque jour faute d'ouvrage. Ces grands chantiers déserts, autrefois peuplés d'une armée de travailleurs, ce silence de mort, là où nous entendions le bruit incessant et cadencé de la massue, enfonçant les gournables, en disent assez sur la ruine qui a dépeuplé la ville de Québec et chassé ses vigoureux enfants sur les terres de l'exil, où ils regrettent aujourd'hui la patrie par milliers.

Nulle part, plus qu'à Québec, on n'a senti l'injustice criante des droits différentiels, écrasant notre industrie sur tous les marchés européens, grâce aux traités de commerce, stipulés au profit des constructeurs anglais, à la ruine des constructeurs canadiens. C'est ainsi qu'un vaisseau Anglais vendu en France ne paie que 40 cents par tonneau, tandis que le vaisseau de construction Canadien paie \$8 par tonneau. Depuis des années, des démarches ont été faites, auprès du gouvernement impérial, pour faire cesser un aussi désastreux état de choses ; mais jusqu'ici absolument rien n'a été obtenu. Comment peut-on espérer en effet que la diplomatie anglaise aujourd'hui toute entière au règlement des difficultés si graves de la situation en Europe, au règlement de la question turque, de la question Irlandaise,

de la guerre des Indes, des exigences de la Russie armée jusqu'aux dents et de mille autres questions, comment voulez-vous que cette diplomatie, tiraillée en tout sens et ne sachant où donner de la tête, s'occupe encore sérieusement de la question de la construction des vaisseaux à Québec ?

Il faut être de bon compte et surtout ne pas faire de sentiment, quand il s'agit d'affaires. Si le Canada ne veut pas se donner la peine de régler lui-même ses questions commerciales, comment peut-il sincèrement espérer que l'Angleterre se donnera le trouble de les régler pour lui ? Non, messieurs les constructeurs, le remède est dans vos mains seules, pas ailleurs.

Nos manufactures de lainages sont prohibées.—

Nous manufacturons des quantités considérables de draps, de flanelles, de tricots, d'une excellente qualité. Mais les manufacturiers, ne pouvant vendre ici tous leurs produits, ne pouvant pas non plus les exporter, ont été obligés dans bien des cas de déposer leur bilan, ou de fermer leurs ateliers, en congédiant leurs ouvriers aujourd'hui sans ouvrage. Et pourquoi ? Parce que le Canada n'a pas le droit de vendre de produits en dehors du pays ! Parce que le manufacturier canadien de draps, de flanelles, de tricots de laine, n'a pas le droit de vendre pour un sou de sa marchandise en Europe, sans la permission de l'Angleterre ! Parce que si l'Angleterre, en faisant des traités avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et les autres pays de l'Europe, a eu soin de stipuler que ses draps, ses flanelles, ses tricots entreraient à dix pour cent, elle a eu soin de stipuler aussi que les draps, les flanelles, les tricots de laine du Canada, n'entreraient pas du tout, afin d'avoir tout le marché étranger à elle seule. Et quand même vous donneriez \$100,000 pour faire entrer une verge de drap, ou de flanelle Canadienne en France, vous ne le pourriez pas. Et si vous aviez le malheur de l'entrer, vous manufacturier canadien, vous seriez tout simplement condamné à une grosse amende et à je ne sais combien de jours de prison.

Nous avons la protection, c'est vrai ! mais sans débouchés extérieurs, elle sera insuffisante. Lorsque les ateliers se seront ouverts, lorsque de nouvelles manufactures auront absorbé un capital considérable, lorsque nous aurons doublé, triplé nos produits, qu'en ferons-nous, si l'Europe nous est fermée ? Evidemment nous ne pourrions pas consommer nous-même cette augmentation de produits et l'encombrement qui s'en suivra amènera des désastres plus considérables encore que ceux d'aujourd'hui.

L'opinion d'un Américain éminent sur l'Indépendance. — Nous recevons d'un des hommes marquants des Etats-Unis l'expression d'une vive sympathie pour le mouvement d'émancipation qui se fait en ce moment au Canada. “ Nous sommes prêts, nous “ écrit-il, à nouer avec vous une Union Commerciale “ complète, mais nous ne consentirons jamais à un “ traité de réciprocité, sous quelque forme qu'il se “ présente.” Puis il continue :

“ Le Canada est, de tous les pays du monde, celui qui pourrait rendre aux Etats-Unis le plus grand service ; celui de créer sur nos frontières du Nord une nationalité indépendante, forte et vigoureuse. Avec un pareil voisin, notre politique comme peuple serait plus prudente, mieux raisonnée. La décadence de Rome date du jour, ou mal conseillée par ses financiers et son haut commerce, elle détruisit Carthage et régna sans rivale sur les rivages de la Méditerranée.

Mais tant que le Canada sera soumis au joug colonial nous n'avons aucune espérance de le voir grandir et assurer le rôle d'une puissante nation. Au point de vue commercial, politique et intellectuel, le Canada n'est qu'une possession anglaise. Les chaînes qui le retiennent à l'Angleterre sont des chaînes dorées, dit-on, mais elles n'en sont pas moins des chaînes, qu'aucun peuple, ayant au cœur le sentiment de la liberté, ne voudrait porter un seul instant. Le lien colonial c'est la tutelle de l'Angleterre pour toujours, c'est le tombeau de toutes les aspirations à une carrière histo-

rique pour les hommes d'état Canadiens. Enfin c'est l'association forcée de la colonie à la fortune d'un empire, dont les intérêts matériels et les motifs de paix ou de guerre n'ont aucune liaison avec elle. Si les Canadiens aiment ces chaînes là, c'est leur affaire.

Un certain nombre des habitants du Canada pensent évidemment que leur annexion est la seule ambition des Etats-Unis. Ils se trompent grandement. Le jour où le Canada demandera son admission dans la Confédération américaine, il sera reçu avec empressement. Mais nous ne désirons pas hâter cet événement. Il y a tant de raisons pour et contre que l'initiative doit venir du Canada, pour mettre fin à notre hésitation. Certainement que les Etats-Unis ne prendront jamais l'initiative des démarches nécessaires pour amener l'annexion. Ce ne sont pas les relations politiques mais les relations commerciales des deux pays qu'il faut améliorer. Le temps en est venu.

Ce qu'il nous faut et ce que nous sommes prêts à accepter c'est une union douanière semblable à celle qui vient de se conclure entre l'Empire Allemand et l'Autriche-Hongrie. Ayons le même tarif, la même organisation douanière pour tout le continent situé au Nord du Rio Grande, avec une division des recettes basée sur la population. Toutes les relations entre les deux pays sont favorables à cette solution. Les frontières actuelles qui nous séparent, sont, au point de vue du commerce et des affaires, d'une absurdité colossale, et ne font guère honneur au bon sens et à l'esprit pratique des deux peuples qui en sont victimes. En limitant aux ports de mer l'administration des douanes, nous réaliserons une économie énorme, en supprimant cette armée d'employés aujourd'hui échelonnés sur toute la ligne pour surveiller la contrebande si active en ce moment. Les relations sociales entre les deux peuples seraient rendues plus faciles. Les capitaux américains afflueraient alors sans obstacle sur le territoire canadien, pour développer ses industries et en faire les rivales de celles des Etats-Unis. La plaie de l'émigration serait guérie et les

enfants du sol ne seraient plus forcés de fuir leur patrie pour aller au-delà de la frontière chercher du travail et du pain.

Pour les provinces du golfe, l'union douanière donnerait l'immense cabotage des côtes Américaines qui emploie aujourd'hui plus de vaisseaux que toute la marine de la Grande Bretagne. Québec et St. Jean redeviendraient d'immenses chantiers de constructions navales, chargés de fournir à la marine américaine les innombrables vaisseaux dont elle a constamment besoin.

D'un côté les américains auraient droit aux pêcheries, de l'autre les canadiens auraient également droit au vaste marché des États-Unis avec ses 50,000,000 de consommateurs."

Voilà exactement la position que nous prenons en publiant notre Revue. Nous sommes heureux de constater, avec notre correspondant, qu'aux États-Unis comme au Canada, les hommes sérieux ne voient qu'une seule solution pratique aux difficultés de la Confédération Canadienne. Cette solution se trouve tout entière dans notre Emancipation Coloniale et dans une union douanière du Canada avec la République Américaine.

La prohibition des cuirs Canadiens à l'Étranger. Tout ce qui est cuir Canadien est rigoureusement prohibé sur le continent Européen, chaussures, sellerie, cuirs bruts, il n'y a pas d'exception, ainsi qu'on a pu s'en assurer à l'Exposition Universelle de Paris. Un M. Malcolm, de Toronto, exposait une magnifique collection de selles, fort admirées par les connaisseurs. Son Altesse Royale le Prince de Galles en ayant achetée une, un des généraux de l'armée française, aide de camp du maréchal MacMahon, demandait aussitôt une selle semblable à M. Malcolm. Notre compatriote était excessivement flatté de son succès, qui lui ouvrait la porte à d'autres commandes de la part des sportsmen de France, lorsqu'il fut informé que, d'après le traité de commerce stipulé par l'Angleterre, il était défendu au Canada de vendre des selles en France. M. Mal-

colm furieux voulut alors en faire cadeau au général français. Mais il était stipulé qu'il ne pouvait pas plus donner que vendre, attendu que les selles venant du Canada étaient absolument prohibées; M. Malcolm, en donnant une selle à un français, était passible de l'amende et de la prison.

Voyons ! cette narration n'est-elle pas faite pour ouvrir les yeux aux plus aveugles ? Est-ce là une position tenable pour un peuple qui a des prétentions à l'intelligence, à la connaissance des affaires ? Sommes nous des hommes libres, ou ne sommes-nous pas plutôt, pieds et poings liés, à la merci de la rapacité des fabricants de cuirs, de draps et de cotons de l'Angleterre ?

S'il fallait une preuve évidente de la position absurde dans laquelle nous sommes, au point de vue de la liberté commerciale, sans laquelle, nécessairement, aucune espèce de prospérité n'est possible, l'expérience de notre compatriote à Paris nous l'a donnée.

La Chambre de Commerce et les marchés étrangers.—Le secrétaire de la Chambre de Commerce de la Puissance, M. Paterson déclare dans son dernier rapport que les affaires sont ruineuses, que la banqueroute a frappé à toutes les portes, que la cause immédiate en est à l'exclusion de nos produits des marchés d'Europe, stipulée par les traités de commerce de l'Angleterre. Enfin M. Patterson, mieux placé que personne, pour juger de l'abîme où nous sommes plongés, jette le cri d'alarme et réclame, pour le Canada, le droit de vendre ses denrées sur tous les marchés du monde, comme seul remède à la détresse générale et nécessaire, dont nous sommes irrévocablement frappés.

Eh bien ! En face de ce tableau de la désolation publique, vous croyez, naturellement, que la Chambre de Commerce de la Puissance s'est émue, qu'elle a de suite nommé un comité de salut public, pour sauver de la banqueroute ceux qui sont encore debout ? Eh bien, non ! Impossible de trouver, dans toutes leurs délibérations de quatre longs jours, un seul mot sur la question de notre marché extérieur, telle que posée dans le

rapport du secrétaire. Vous voyez d'ici cette Chambre de Commerce de la Puissance du Canada, composée d'hommes graves, venus à grands frais des extrémités du pays, délégués d'associations commerciales puissantes, représentant des centaines de millions, aujourd'hui gravement compromis, soit dans le commerce, soit dans l'industrie. Sans doute la question de notre exclusion des marchés du monde fera le sujet d'une savante discussion, et nous saurons enfin à quoi nous en tenir sur tous ces droits injustes, qui frappent si impitoyablement nos produits, à la frontière de tous les peuples civilisés, avec lesquels nous aurions tant d'avantages à entretenir des relations commerciales ?

Pas du tout. Il ne s'est pas trouvé un seul délégué ayant le courage d'affirmer que si notre commerce périclite c'est parce que le peuple Canadien n'a pas le contrôle de ses propres affaires, que ses intérêts commerciaux sont entre les mains de l'Angleterre seule, intéressée avant tout à ce que nous ne lui fassions pas concurrence, sur les marchés étrangers. Et on préférera mener le pays à la banqueroute, nous ruiner de fond en comble, nous chasser du pays par la faim et la misère, plutôt que de porter remède à ce déplorable état de choses ! C'est impossible !

L'Angleterre ne s'opposera pas à notre Indépendance.—La guerre de l'Indépendance des États-Unis a été une des grandes fautes politiques de l'Angleterre et tous ses hommes d'État sont unanimes dans leur détermination de ne pas la répéter. Au moment où Son Excellence le Gouverneur Général partait pour se rendre au Canada, la presse de Londres, après avoir constaté la position difficile qu'il assumait, le caractère de gravité de la crise commerciale, industrielle et politique dont nous souffrons, n'a eu qu'une voix pour résumer la situation, par ce vœu rempli de sage prévoyance.

“ Et surtout ne commettons plus la grave faute
 “ dont nous nous sommes rendus coupables vis-à-vis
 “ des colonies de la Nouvelle Angleterre. Que la

“ Puissance du Canada sache bien que le jour où elle
 “ désirera son indépendance, l'Angleterre accueillera
 “ sa demande avec empressement et avec le désir sin-
 “ cère d'entretenir toujours les meilleures relations
 “ d'amitié entre les deux nations.

Comment en effet pourrait-il en être autrement ?
 L'exemple de la Nouvelle Angleterre n'est-il pas là
 comme une leçon terrible pour la mère-patrie et pleine
 de promesses pour la Confédération Canadienne ?

Soyons donc pratiques.—A ceux qui comptent sur
 la politique sentimentale de l'Angleterre à notre
 égard, les hommes pratiques répondent : Prenez-vous
 les anglais pour des imbéciles ? Croyez-vous que c'est
 à faire du sentiment que la Puissance Britannique est
 arrivée à cette influence colossale, à cette suprématie
 toute puissante de son commerce dans le monde entier ?
 Etes-vous capable de nous citer un seul exemple, un
 seul, où l'Angleterre se soit oubliée au point de faire
 du sentiment, des rêves de jeune pensionnaire ? Nous
 vous en défions !!

Le commerce, les affaires, sont comme les capitaux,
 ils n'ont pas d'âme. La nation Anglaise est trop pra-
 tique, trop sérieuse, elle a trop le respect de sa valeur
 et de sa mission, pour traiter d'affaires en poète,
 comme un simple élève de rhétorique.

Consultez l'histoire, messieurs de la politique senti-
 mentale, et vous verrez que ce peuple fort, millionnaire,
 dominateur, conquérant, respecté, n'a jamais eu de ces
 faiblesses, n'a jamais eu d'autre ambition que celle de
 la fortune et du pouvoir, ne s'est jamais éclairé à d'au-
 tre flambeau qu'à celui de son extrême égoïsme. Et rap-
 pelez-vous le bien, messieurs, c'est le seul qui puisse
 mener un peuple sûrement sur la voie de la prospérité.

Vous voulez que l'Angleterre se désiste tout à coup
 de sa politique traditionnelle, en faveur du manufac-
 turier canadien, pour lui permettre de faire une con-
 currence ruineuse à son industrie ? Mais alors pourquoi
 l'Angleterre aurait-elle des colonies ? Pourquoi encou-
 rrait-elle chaque jour le danger si grave d'une guerre

avec les États-Unis. au sujet du Canada ? Pourquoi nous enverrait-elle un gouverneur-général ? Pourquoi, entretiendrait-elle à grands frais, deux régiments de troupes et une escadre de ses vaisseaux de guerre à Halifax ?

Evidemment le jour où le manufacturier canadien voudra faire concurrence aux produits Anglais, sur les marchés Européens, l'Angleterre n'aura plus la moindre raison de s'embarasser de nous, et nous donnera congé de la meilleure grâce du monde.

Toute notre histoire est là, pour dire que toujours l'Angleterre a sacrifié nos intérêts aux siens, ainsi que doit le faire toute métropole intelligente, qui a des colonies à exploiter. En ce moment même, est-ce que la presse anglaise n'est pas unanime à nous reprocher de protéger notre industrie, contre la concurrence de ses manufacturiers ? Ne nous a-t-elle pas menacé de ses anathèmes, si le gouvernement du Canada osait élever les droits prélevés sur ses produits ? Ne nous défend-elle pas absolument d'introduire, dans notre tarif, des droits différentiels ?

Soyons donc pratiques. Emancipons-nous de la tutelle impériale et entrons de plein droit dans le concert des nations civilisées, sans autre préoccupation que celle d'assurer les meilleurs intérêts de notre pays.

Nos manufactures de chaussures en souffrance.

— Pourquoi voyons-nous, tous les jours, les grands manufacturiers de chaussures déposer leur bilan et fermer leurs ateliers ? Pour la simple raison que le manufacturier canadien est complètement exclu des marchés Européens, où ses produits sont demandés, où il trouverait un écoulement facile parmi 200,000,000 de consommateurs. Les Européens portent aujourd'hui des millions de sabots de bois, parce qu'ils ne peuvent acheter nos chaussures à bon marché. Le jour où nos manufacturiers pourront vendre leurs produits en Europe, tous nos ateliers de bottes et de souliers ne suffiront pas à la demande qui leur sera faite pour des chaussures

communes. Les contrats des armées seuls suffiraient à les occuper pendant des années.

Aujourd'hui il nous est défendu, par les traités de commerce passés par l'Angleterre, avec toutes les nations de l'Europe, d'entrer une seule botte, sur ce vaste marché qui réclame nos produits, mais qu'il ne nous est pas permis d'alimenter.

Demandez à Messieurs Boivin et Mullarky de Montréal ce qu'ils pensent de la nécessité absolue où ils se trouvent d'exporter en Europe les produits de leurs grands ateliers de cordonnerie.

Est-ce là une situation qui doit toujours durer ? Est-ce que le moment n'est pas venu, pour nos hommes politiques, de s'occuper enfin d'une question aussi sérieuse ? Pourquoi avons nous un gouvernement, si malheureusement il n'a pas le droit de s'occuper de faire vivre le peuple, de lui donner de l'ouvrage, de lui ouvrir les marchés les plus avantageux, pour la vente de ses produits ?

— — — .

Les États-Unis avant leur indépendance.—Il y a un siècle à peine, les colonies de la Nouvelle-Angleterre se trouvaient absolument dans la pénible position où nous sommes aujourd'hui. Placées sous la tutelle de l'Angleterre, elles se voyaient exclues du monde civilisé. Leurs produits n'avaient pas d'autre débouché que les marchés anglais, sur lesquels ils se vendaient à des prix impossibles, tandis que les marchés étrangers, où ils auraient pu les écouler facilement, leur étaient fermés avec la plus extrême rigueur. Aussi, la gêne était-elle générale, le commerce paralysé et les manufactures dans l'impossibilité de lutter avec avantage contre les importations étrangères.

Les colonies de la Nouvelle-Angleterre traînaient donc péniblement leur chaîne, lorsqu'enfin les hommes d'action, sans distinction de partis, résolurent de briser le lien colonial et de donner à leur pays l'indépendance, qui seule pouvait faire sa prospérité.

C'est alors qu'on vit Washington, entouré de tous les hommes marquants de la colonie, exposer au gou-

vernement anglais, dans un langage à la fois digne et convaincant, que dans l'intérêt de l'empire, aussi bien que dans celui des colonies de la Nouvelle-Angleterre, le moment de la séparation était arrivé.

Naturellement les hommes d'Etat de l'Angleterre, divisés sur cette grave question, ne comprirent pas que le système colonial était impuissant à retenir, sous leur domination, tout un peuple, situé à mille lieues de distance, sur un territoire aussi vaste que le continent européen. Une guerre terrible s'ensuivit et le drapeau des Etats-Unis d'Amérique sortit de la lutte couvert de gloire, mais criblé de balles anglaises, dont il porte encore et portera toujours les traces.

Tous ces nobles enfants assassinés, dans la défense de la cause de la liberté, par leur mère-patrie, tout ce sang versé au pied du drapeau de la république, tous ces désastres et toutes ces haines entre frères ont creusé, entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, un abîme infranchissable de haines et de vengeances éternelles.

Une position financière désespérée.—A ceux qui prétendent que notre régime colonial a fait notre prospérité, nous répondrons par le fait indéniable que la propriété foncière est grevée aujourd'hui par des obligations et des hypothèques au-delà de sa valeur. En sorte que si nous étions forcés de liquider, la population tout entière se trouverait dans la rue, sans un sou à son avoir. Un bien beau résultat n'est-ce pas, et digne à tous égards des hommes marquants qui se font les apôtres dévoués du régime colonial.

En 1842, alors que nous n'avions pas de dette publique pour ainsi dire, Sir Francis Hincks négocia un emprunt de \$7,000,000 pour les travaux publics. C'était le premier pas et voyons où nous en sommes rendus trente six ans plus tard. Au 1er Juillet 1878, nous étions arrivés à une dette fédérale de \$174,957,268. En retranchant la somme payée pour l'acquisition du Nord-Ouest, nous constatons \$173,000,000 de dettes contractées pour nos travaux publics. Ajoutons à cela

les intérêts que nous avons payés depuis 1842 en Angleterre et nous atteignons le chiffre énorme de \$280,000,000 payés ou dus pour des travaux publics estimés aujourd'hui par le gouvernement à \$98,414,450 seulement. C'est-à-dire un tiers de la somme qu'ils nous ont réellement coûtée.

Ce chiffre de \$280,000,000, tout énorme qu'il soit, ne représente encore que les trois-cinquièmes de la dette que nous devons en Angleterre. En 1873 l'intérêt payé en Angleterre par le Canada, non comprise l'Île du Prince Édouard, s'est élevé à \$18,000,000, dont le capital représente \$301,561,200. De 1873 à 1878, l'excédant de nos importations sur nos exportations s'est élevé à \$170,000,000. Ajoutons \$30,000,000 pour la dette de l'Île du Prince Édouard et nous arrivons au total épouvantable de \$500,000,000 dus par le Canada à l'Angleterre, sur lequel nous payons un intérêt annuel de \$25,000,000. L'honorable George Brown reconnaît que le surplus de nos importations sur nos exportations s'est élevé de 1850 à 1873, à \$345,511,517. Ce surplus est représenté aujourd'hui par des emprunts, des obligations, des hypothèques, des parts de banque grevant la propriété foncière, et dont les intérêts sont versés annuellement au crédit des capitalistes anglais qui sont les véritables propriétaires de notre richesse publique.

La valeur cotisable de la propriété en Canada s'élève au chiffre de \$700,000,000. Déduction faite des \$500,000,000 dus en Angleterre, des \$120,000,000 dus aux banques ainsi qu'il est constaté dans le rapport de Novembre dernier, des autres dettes de tout genre contractées par le peuple, il est évident que le pays est endetté au-delà de la valeur cotisable, que le régime colonial nous a mené à la banqueroute.

Il ne pouvait en être autrement. Tant que les intérêts de l'Empire primeront ceux de la colonie, n'espérons pas rivaliser de progrès et de prospérité avec les autres peuples, qui n'ont d'autres préoccupations que leurs propres intérêts. Nous sommes arrivés où mène invariablement le rôle de dupe. Tachons au moins de

profiter de la terrible expérience que nous avons acquise au prix de tant de familles ruinées et sans pain. Il n'y a pas un instant à perdre pour sortir le pays du borbier où il s'enfonce chaque jour d'avantage. Aux hommes de cœur, à la jeunesse intelligente, dont le dévouement est acquis à toutes les grandes causes, de s'unir dans une détermination commune de revendiquer notre pleine et entière liberté d'action, sans laquelle il nous sera toujours impossible, comme peuple, de lutter à armes égales avec les nations indépendantes du continent américain.

Ce que fera l'Indépendance.—Le souffle vivifiant et magique de l'indépendance peut seul opérer des miracles! Lui seul peut ressusciter nos industries mourantes, notre commerce ruiné, notre agriculture aux abois. Le jour où le Canada aura en mains ses propres destinées, nous ne verrons plus la banqueroute frapper à toutes les portes, nos institutions financières incapables de reconstruire leurs billets, nos chemins de fer, nos lignes de vapeur marcher à vide, nos manufactures sans ouvrage, nos concitoyens autrefois millionnaires sans un sou à leurs crédits, nos ouvriers réduits à toutes espèces d'expédients, nos rues peuplées de femmes et d'enfants mourant de faim et de froid, demandant journellement du pain à leurs concitoyens qui en manquent eux-mêmes.

Au lieu de ce tableau épouvantable de la détresse publique actuelle, que verrons-nous au lendemain de notre indépendance?

D'une extrémité à l'autre de notre vaste territoire la nation, désormais seul arbitre de ses destinées, se lèvera avec confiance pour commencer enfin l'œuvre de son avenir. Les chargés d'affaires, accrédités auprès de toutes les nations civilisées, s'empresseront, par des traités de commerce, d'ouvrir à nos produits bruts ou manufacturés toutes les frontières de l'Europe. Hommes de commerce eux-mêmes, ces chargés d'affaires, emportant avec eux des échantillons de nos produits, auront bientôt obtenu des commandes importantes dans

tous les pays du monde, et le manufacturier canadien, ayant ainsi un débouché avantageux, doublera ou triplera le personnel de ses ateliers pour subvenir aux demandes des marchés étrangers.

C'est ainsi qu'au lendemain de notre indépendance toutes les industries de draps, de cotonnades, de chaussures, de la construction des vaisseaux, des instruments d'agriculture, de la pêche, des fromages, des articles en bois, des machines à coudre et autres deviendront des industries lucratives, au lieu d'être aujourd'hui, une source de ruine pour le pays.

L'indépendance c'est la paix.—Avec l'indépendance la confiance renaîtra partout, car nous ne serons plus exposés à des guerres ruineuses, comme nous le sommes aujourd'hui. A tout instant nous pouvons être appelés à prendre les armes, si l'Angleterre juge opportun de se mettre en campagne, à propos de quelque querelle d'Allemand, avec laquelle nous n'aurons absolument rien à faire. Personne n'ignore que l'Europe est en ce moment sur un véritable volcan; que huit millions d'hommes sont armés jusqu'aux dents pour se sauter à la gorge, sous le moindre prétexte, et que nous serons appelés comme sujets anglais à recevoir les coups. Il n'y a pas si longtemps que des croiseurs russes étaient à l'ancre dans le port de Boston, attendant le signal des hostilités, pour venir s'emboîser devant nos petites villes du golfe et du fleuve St. Laurent, sommer les citoyens de payer \$50,000 ou \$100,000 dans les deux heures, sous peine d'être bombardés et pillés.

Ces croiseurs russes de 4,000 tonneaux, excellents marcheurs, parfaitement armés, avec un nombreux équipage de hardis matelots, pouvaient il y a quelques mois à peine et peuvent d'un jour à l'autre, balayer notre marine marchande, absolument comme l'Alabama, pendant la guerre américaine, a détruit impunément la marine marchande du Nord.

Ne mentionnons pas quelle serait notre position, dans le cas très possible où les États-Unis prendraient

fait et cause contre l'Angleterre. Sans doute nous avons tous une entière confiance dans notre puissance militaire. Nous savons tous que nos hommes de guerre, dont le moins guerrier n'est pas le colonel Ouimet, sont tous prêts, à 24 heures d'avis, à nous donner une répétition de la bataille de Chateauguay, un contre vingt. La *Minerve* n'a-t-elle pas déclaré autrefois, dans un moment de noble exaltation, que nos chevaux iraient un jour boire aux eaux du Potanae !

Mais enfin ! le commerce et l'industrie, qui ignorent notre vaillance, doutent de tout cela. Une opinion, assez généralement répandue, c'est que tout cela n'est pas désirable, au point de vue de la prospérité matérielle d'un pays. Et il suffit même qu'on sache que notre commerce et notre industrie sont exposés à chaque moment, à d'inévitables désastres, pour les paralyser.

Avec l'indépendance tout danger de guerre disparaît. Nous n'avons que des relations amicales avec toutes les nations du monde, anxieuses d'étendre leur commerce avec la Puissance du Canada. Notre politique comme peuple étant une politique de paix et de travail, une ère de progrès et de travail s'ouvrira devant nous. Rien ne s'opposera plus à ce que nous rivalisions de richesse et de puissance avec nos hardis voisins. Rien ne s'opposera plus, à ce que, dans un siècle, nous ayons nous aussi une vigoureuse population de 45,000,000 de citoyens.

Que sommes nous comme colons.—Il faut bien en convenir, comme colons, nous ne sommes absolument rien, si ce n'est la chose de l'Angleterre. Quand même le peuple canadien tout entier serait unanime à demander des relations commerciales avec les nations étrangères, pour relever ses industries compromises, il ne pourrait absolument rien ; nous appartenons tout entiers au bureau colonial du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande.

Ces deux petites îles, qui font l'étonnement et l'admiration de l'univers civilisé, sont peuplées de trente

trois millions de citoyens anglais, possédant deux cent cinquante millions de colons, de toutes couleurs, de toutes religions et de toutes nationalités, distribués, à peu près, dans toutes les parties du monde. Ces colons se composent d'innombrables tribus d'Indiens de l'Indoustan et de l'Indo Chine; de nègres et de blancs du continent Australien, aussi bien que de la côte d'Afrique, notamment des nègres de l'Abyssinie, de la Sénégambie, de Guinée, du Cap de Bonne Espérance, de la Caléorie et de plusieurs autres lieux; enfin de blancs et de peaux rouges du Canada, dont les tribus sauvages ou civilisées nous sont mieux connues.

Ces 250,000,000 de sujets, de toutes couleurs, de toutes origines, de toutes religions, ne reconnaissent qu'un seul maître, la Grande Bretagne, dont il sont tributaires. L'esprit humain reste confondu en présence de ce spectacle, unique dans le monde, d'un petit peuple de 33,000,000 de citoyens, possédant 250,000,000 de sujets.

Le citoyen anglais le plus humble a tous les droits et privilèges de l'homme libre. Le gouvernement impérial, qui émane de sa volonté librement exprimée au scrutin, a tous les droits d'un gouvernement libre. Il peut faire la paix ou la guerre, entrer en relations avec les nations étrangères, conclure des traités de commerce ou autres, protéger ses meilleurs intérêts, dans toutes les parties du monde, et travailler sans obstacle à la prospérité de la nation.

Le colon au contraire, qui n'est que le sujet de l'Angleterre, n'a aucun de ces droits et privilèges de l'homme libre. Fut-il le premier ministre d'une colonie, aussi importante que la Puissance du Canada, il n'a pas plus de voix dans le gouvernement de l'empire, dans les graves questions de paix, de guerre, de commerce, de finances et d'industrie, que le premier nègre venu du Congo, que la dernière tête plate du Nord-Ouest.

Et c'est ce beau rôle qu'on veut nous faire jouer sur cette terre d'Amérique? Nous les descendants de cette race chevaleresque qui s'appelle la race Française! Nous les descendants de ce peuple pratique, conqué-

rant, dominateur, jaloux de ses droits, qui s'appelle le peuple anglais? Nous n'avons pas dégénéré à ce point et le temps est venu de briser le lien colonial, bon tout au plus à retenir les nègres de la côte d'Afrique, ou les Indiens de l'Indoustan, mais impuissant à nous tenir pieds et poings liés, au moment où nous avons besoin de toute notre énergie et de toute notre liberté, pour sauver, d'une ruine complète, notre commerce et nos industries en souffrance.

Fruits de l'Indépendance aux États-Unis.—

Voyez aujourd'hui les États-Unis d'Amérique! Quelle puissance, quelles richesses, quelle activité fiévreuse, quel développement, quel progrès agricole, commercial, manufacturier, quel génie dans ce jeune colosse qui, dans un siècle, a dépassé la taille de ses aînés et chaque jour grandit encore, à l'étonnement, à l'admiration, même à la stupéfaction des autres peuples.

Voyez ses 80,000 milles de chemin de fer, plus que n'en possède le reste du monde entier! Ses canaux gigantesques, ses vastes ateliers, dont les produits pénètrent dans toutes les parties du monde. ses grandes villes, rivalisant de progrès avec les plus anciennes capitales, sa population de 50,000,000 d'hommes libres, jouissant de tous les droits et privilèges du citoyen!

Quel contraste entre cette fière nation, dont la marine respectée sillonne toutes les mers, dont le drapeau flotte avec orgueil, au-dessus du Consulat Américain, dans toutes les villes du monde, et les colonies de la Nouvelle-Angleterre, pieds et poings liés par le lien colonial, sans commerce, sans industrie, inconnues du reste du monde civilisé, exclues de tous les marchés Européens, traînant péniblement une existence sans but, sans aspirations pour l'avenir!

Avant tout soyons Canadiens.—Nous comprenons jusqu'à un certain point, qu'un Anglais récemment arrivé soit ici en passant, avec le projet bien arrêté de retourner dans sa chère patrie, aussitôt qu'il aura fait fortune dans ce vilain pays du Canada. Nous

comprenons à la rigueur, que cet Anglais là, préfère son titre de citoyen anglais à celui de citoyen canadien. C'est une affaire de sentiment, et on sait que pour l'Anglais de Londres surtout : " L'Angleterre est le premier pays du monde." Accordé. . . .

Mais, enfin ! les peuples ne se nourrissent pas de politique sentimentale, et malgré tout l'orgueil que nous éprouvons, à être sous la domination du premier pays du monde, nous sommes trop pratiques pour payer cet honneur de notre ruine.

Avouons-le, tout compte fait, nous préférierions nous appartenir que d'appartenir à l'Angleterre. La Canada, comme nation, ne serait pas le premier pays du monde, c'est vrai. Mais, en revanche, ce serait un bon petit pays, où tout le monde aurait de l'ouvrage, où tous les manufacturiers, les marchands, seraient libres de vendre et d'acheter, là où ils pourraient le faire avec le plus d'avantage. En un mot le Canada serait alors respectable et respecté, tandis qu'aujourd'hui ce n'est qu'un vaste territoire, une simple expression géographique, dont les habitants, soumis au contrôle du bureau colonial, n'ont aucun des attributs de la souveraineté, ne jouissent d'aucun des droits et privilèges d'un peuple libre.

Les Opportunistes et l'Émancipation.—De tout temps il y a eu des opportunistes, gens généralement intelligents, bien renseignés, mais qu'une prudence exagérée tient au rivage. Ce n'est que lorsque le gros de la population a franchi l'obstacle qu'ils déclarent que le temps est arrivé pour eux d'avancer. Ils sont la personification de cet axiome, commode pour ceux qui ne se sentent pas le courage de l'initiative : " La prudence est la mère de la sûreté."

Nous n'avons pas d'objection au rôle joué par les Opportunistes, qui nous approuvent en principe ; pourvu qu'ils ne se croient pas obligés en pratique de condamner les hommes d'action, qui n'hésitent pas eux à se jeter en avant, dans le but d'éclairer la marche et de préparer les voies pour le gros de l'armée.

L'Opportunisme à existé en tout pays, même lorsqu'il s'agissait de l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis, il y a quinze ans à peine. N'y avait-il rien de plus révoltant que cette affreuse exploitation de l'homme assimilé à la brute ? Travaillant comme la bête de somme, sous le fouet du commandeur, vendus sur les marchés publics comme des bœufs, accouplés comme des animaux de basse cour, les esclaves étaient une honte immense pour la fière République des Etats-Unis, pour l'humanité toute entière. L'esclavage était la négation absolue des droits de l'homme, des principes les plus inviolables du Christianisme, des liens indissolubles de la famille. Depuis un siècle déjà le peuple américain gémissait de cet état de choses, portait au front cette suprême flétrissure.

Devant cette infamie, il semble aujourd'hui qu'il ne devait y avoir qu'une voix pour proclamer, dans toute l'Amérique, l'émancipation des nègres. Sans doute, en principe, tout le monde était pour l'émancipation. Mais l'armée des opportunistes était là, regardant, impassible depuis un siècle, le spectacle de tant d'horreurs. Pour eux le temps n'était pas arrivé et ne serait probablement jamais arrivé si les hommes d'action, sans peur et sans reproche, n'avaient précipité les événements et aboli l'esclavage.

Ne nous étonnons donc pas de trouver parmi nous l'éternel groupe des opportunistes lorsque nous demandons l'émancipation coloniale. Comme nous ils sont convaincus de notre position désastreuse et humiliante, comme nous ils en souffrent amèrement, mais ils n'ont pas le courage d'y mettre fin et ils resteront là, spectateurs impassibles, tant que les hommes d'initiative n'auront pas accompli l'œuvre patriotique de briser le lien colonial.

Quels sont les avantages du Régime Colonial ?

Les loyaux nous disent bien haut que le régime colonial nous donne des avantages considérables. Voyons donc ce que peuvent être ces avantages :

1. Sommes-nous représentés dans le Parlement Impérial ? Non,

2. Recevons-nous un seul sou de l'Angleterre ? Non.
 3. Le Gouvernement Impérial paye-t-il le Gouverneur-Général et le Commandant Général des forces du Canada, ses propres employés ? Non.
 4. L'Angleterre construit-elle et répare-t-elle ses fortifications au Canada ? Non.
 5. L'Angleterre paye-t-elle le matériel de guerre, les canons, la poudre, les uniformes, les armes de nos militaires ? Non.
 6. A-t-elle payé les pertes que nous avons subies par l'invasion des Fénéens ? Non.
 7. A-t-elle appuyé nos réclamations à ce sujet contre les Etats-Unis ? Non.
 8. L'Angleterre donne-t-elle à l'importation de nos produits pour un sou d'avantage sur les produits de ses plus cruels ennemis ? Non.
 9. Protège-t-elle ses colons canadiens à l'étranger ? Non.
 10. L'immigré, prêtant serment d'allégeance au Canada, est-il protégé par l'Angleterre contre sa mère-patrie ? Non.
 11. L'Angleterre a-t-elle la volonté ou le pouvoir de défendre le Canada contre une invasion étrangère ? Non.
 12. Les Canadiens sont-ils les égaux des habitants de la Grande-Bretagne, au point de vue de leurs droits de citoyens Anglais ? Non.
 13. Les produits Canadiens, naturels ou manufacturés, sont-ils appelés à bénéficier des avantages obtenus par l'Angleterre par ses traités de commerce avec les pays étrangers ? Non.
 14. Ne sommes-nous pas exclus au contraire de toutes relations internationales, par le fait même de notre dépendance coloniale ? Oui.
- Où sont donc ces avantages, dont on nous parle si souvent, mais si difficiles à constater, lorsque nous nous mettons sérieusement à leur recherche ?

Vous ne demandons pas l'Annexion. — Nos adversaires ne pouvant s'opposer sérieusement à l'émancipation du pays, nous accusent de tendre vers l'annexion aux Etats-Unis, sous le couvert de l'indépendance. Nous n'hésitons pas à dire que l'Annexion n'a pas les avantages de l'Indépendance. De plus les Etats-Unis ne veulent pas de nous, dans leur système politique.

Sous ce titre : *Ils ne veulent pas de nous*, nous lisons dans la *Miner* de Montréal :

Un journal américain, le *United States Economist*, prétend que l'on a bien tort de faire de l'agitacion au Canada en faveur de l'annexion ; c'est peine perdue, dit-il, car les Américains ne veulent pas du tout du Canada. “ Si cette question était soumise au peuple des Etats-Unis, il y aurait un vote tel contre l'annexion qu'il n'en serait plus question d'ici à un siècle.”

Il semble que devant ce témoignage la *Minerve* devrait rester convaincue que l'annexion n'est pas notre but. Eh bien ! c'est tout le contraire, malgré nos dénégations et celles de la presse américaine toute entière qui ne veut pas de nous, la *Minerve* et ses congénères persistent à affirmer que nous voulons l'annexion. C'est leur seule excuse pour nous combattre, car la *Minerve* reconnaît comme nous que nos intérêts doivent primer ceux de l'Empire, dans le paragraphe qui suit :

“ Nous avons à devenir pays manufacturier et à trouver des marchés à mesure que notre industrie l'exigera. Si nous trouvions alors l'Angleterre sur notre chemin, si nos intérêts devenaient en conflit avec les siens, comme Sir John l'a dit et comme le rappelle l'Émancipation Coloniale, les intérêts du pays devront l'emporter. Nous avons dit : “ le Canada pour les Canadiens,” et en le disant, nous avons conscience que ces mots couvraient l'idée de protection de nos intérêts au Canada comme à l'étranger.”

C'est absolument notre prétention. Nous avons besoin du marché des États-Unis ainsi que des marchés Européens ; nous trouvons l'Angleterre sur notre chemin ; nos intérêts sont en conflit avec les siens et les intérêts du pays doivent l'emporter sur ceux de l'Empire.

Le Courrier de Liverpool, parlant des relations de l'Angleterre avec ses colonies, dit : “ Les possessions de la mère patrie sont absolument indépendantes et ont le droit de se gouverner elles-mêmes. Elles retirent des avantages de notre protectorat sans, cependant, nous rendre le réciproque par leur législation qui nous est hostile dans certains cas. Mais nous ne songeons pas à nous en plaindre, car les colonies peuvent même, si elles le veulent, briser le lien qui les unit à l'Angleterre. Nous ne ferons rien sans doute pour provoquer la séparation, mais nous ne saurions d'autre part, résister à la volonté des colonies, lorsqu'elle s'affirmera. Il ne nous restera qu'à leur dire : “ Allez en paix ! ” Lorsque nous voyons la presse d'Angleterre se prononcer aussi ouvertement pour l'Émancipation, n'est-

ce pas une honte de voir notre presse et nos hommes publics trembler de crainte devant cette importante question ?

Il nous faut le marche des Etats-Unis.—Tant que nous avons eu la Réciprocité avec les Etats-Unis, nous avons été prospères. Tous nos produits agricoles se vendaient alors facilement aux plus hauts prix du marché Américain. A cette époque nous avons exporté jusqu'à onze millions de minots d'orge au prix de \$1 à \$1.60. L'avoine et les autres grains, ainsi que le foin et les animaux de la ferme, trouvaient alors un débouché facile dans les Etats voisins de la Nouvelle-Angleterre.

Les droits que nous sommes obligés de payer aujourd'hui, pour arriver au marché Américain, ont ruiné en grande partie notre industrie agricole. Voici le tableau significatif de nos exportations aux Etats-Unis pour 1878, avec les droits que nous avons payés sur ces exportations, droits qui sont une perte énorme pour nos cultivateurs, s'élevant à près de trois millions sur treize articles seulement.

Orge	6,498,444 minots....	\$0.15 par minot....	Droits, \$914,166
Blé	988,514 "	0.20 "	" 197,703
Seigle.....	404,207 "	0.15 "	" 60,630
Pois	716,255 "	0.10 "	" 53,758
Foin.....	15,400 ton.	0.20 par ton.	" 27,575
Malt.....	614,199 minots.....	0.20 par minot....	" 97,958
Laine	2,264,666 lbs,	0.10 p lb. 11 p.c....	" 303,020
Fromage	1,641,248 "	0.04 "	" 65,650
Beurre.....	783,650 "	0.04 "	" 31,346
Moutons....	223,822 têtes	20 par cent	" 121,820
Bœufs.....	17,650 "	20 "	" 61,712
Chevaux....	12,213 "	20 "	" 197,179
Madriers ...	333,863 mil. p	2.60 par millep....	" 667,826
Droits payés sur 13 articles.....			\$2,896,243

Voici donc à peu près trois millions que nous perdons chaque année, parce que nous ne pouvons commercer librement avec les Etats-Unis. Les adversai-

res de la réciprocité prétendent que ce sont les acheteurs et non les vendeurs qui paient les droits, comme si la goutte d'eau des exportations Canadiennes pouvaient se faire sentir dans l'océan de la production Américaine.

Au 1er Janvier 1879 les Etats-Unis avaient une production agricole de \$2,113,001,839 représentée par les 14 articles qui suivent :

Blé.....	420,122,000	minots	Foin.....	39,608,276	ton.
Maïs.....	1,388,213,090	"	Cheveaux....	10,938,700	têtes
Avoine.....	413,000,000	"	Mules.....	1,713,100	"
Orge.....	42,000,000	"	Vaches.....	11,826,400	"
Seigle.....	28,842,790	"	Bœufs.....	21,408,100	"
Sarrasin.....	12,241,820	"	Moutons....	38,123,800	"
Pom. de terre...	124,126,650	"	Porcs.....	34,761,1k0	"

En face de ces chiffres écrasants il est simplement absurde de prétendre que nos exportations peuvent modifier en quoi que ce soit les prix des Etats-Unis. Il s'en suit donc nécessairement que, chaque fois que nous vendons une tête de bétail ou un minot de grain aux Américains, nous payons les droits exigés à la frontière. Par conséquent ce sont trois millions de piastres que nos cultivateurs ont payées et perdues de cette manière pendant l'année 1878.

Si nous n'étions pas une colonie anglaise, nous obtiendrions de suite l'union commerciale avec nos voisins, en sorte que nous n'aurions plus rien à payer sur les transactions commerciales des deux pays.

Voilà où est le salut pour notre population agricole. Rappelons-nous de ces temps prospères où les maisons Renaud et Tourville achetaient pour des millions de grains par mois, pour le compte des maisons américaines. Dans toutes nos campagnes il y avait des acheteurs des Etats-Unis qui, à grands prix, achetaient tout ce que nous avions à vendre. Nous avions alors la réciprocité avec nos riches voisins. Cette réciprocité ne portait que sur les produits agricoles des deux pays et l'Angleterre y avait consenti

par ce que cette réciprocité ne pouvait affecter ses manufactures.

Mais aujourd'hui, les États-Unis veulent une union commerciale complète, embrassant les produits manufacturés aussi bien que les produits agricoles, et l'Angleterre ne s'y prêtera jamais. Donc si nous voulons entrer en relations de commerce avec nos voisins, il nous faut avant tout l'Émancipation, c'est-à-dire le droit absolu de régler nous-mêmes et au point de vue des intérêts du Canada seul, nos relations commerciales avec les pays étrangers.

La presse réactionnaire et l'Émancipation.—Le journalisme au Canada est bien plutôt un métier qu'une vocation. Il est très rare que le rédacteur soit en même temps propriétaire du journal soumis à sa direction. Même dans ce cas, l'esprit de parti est tellement exigeant, que trop souvent le rédacteur est obligé de faire violence à ses convictions, pour insérer des articles de commande avec lesquels ses opinions diffèrent complètement. Avant tout il doit se garder de compromettre le parti par son adhésion à des idées nouvelles, sur lesquelles les chefs ne se sont pas encore prononcés.

Dans ces circonstances on conçoit l'hésitation de la presse à appuyer ouvertement l'Émancipation Coloniale. Cependant nous avons vu avec plaisir plusieurs grands journaux anglais accueillir notre Revue Anglaise avec sympathie et publier même des articles extrêmement vigoureux sur cette question brûlante, comme dit le Premier Ministre de la Province de Québec.

La presse réactionnaire, tout en approuvant l'Émancipation en principe, déclare que le moment n'est pas arrivé. Notre population n'est pas assez considérable, dit-elle, oubliant qu'il y a dix républiques en Amérique dont la population est bien moins considérable que la nôtre. En affirmant que nous avons déjà eu un traité de réciprocité avec les États-Unis, et que par conséquent nous pouvons en négocier un autre, la presse réactionnaire oublie que ce traité ne comprenait que les produits agricoles.

Jamais l'Angleterre ne nous a permis de négocier un traité comprenant des produits manufacturés, parce-qu'alors ses propres manufactures en souffriraient. Or comme c'est un traité complet que nous voulons négocier avec les États-Unis, il s'en suit que jamais l'Angleterre ne s'y prêtera, de même que jamais les Américains ne se prêteront à un traité de commerce avec le Canada, tant que nous serons une colonie anglaise, hostile à leurs institutions et à leurs intérêts.

Notre position coloniale nous condamne donc à l'isolement absolu. Repoussés par les nations étrangères avec lesquelles il ne nous est pas permis de venir en contact, écrasés par l'Angleterre dont la seule politique est la destruction de nos industries manufacturières, nous sommes en Amérique de véritables lepreux, séparés des autres peuples par un cordon sanitaire sous forme de prohibitions et de tarifs hostiles.

Notre Revue Anglaise "Canadian Emancipation."—Nous avons eu le plaisir de recevoir les éloges les plus flatteurs au sujet de notre Revue Anglaise intitulée : "Canadian Emancipation and Commercial Union with the United States." Nous engageons vivement les lecteurs d'origine française qui veulent être complètement renseigné sur la question de l'Émancipation Coloniale et de l'Union Commerciale avec les États-Unis, à recevoir nos deux Revues, qui se complètent l'une par l'autre.

Notre confrère quotidien de Québec *L'Éclair*, nous fait l'honneur de nous adresser son journal comme échange avec la bienveillante appréciation qui suit de notre Revue Anglaise.

Nous accusons réception du premier numéro d'une revue mensuelle anglaise, publiée par MM. J. X. Perreault et Cie., au No. 44, Rue St. Denis, Montréal. Voici les sujets traités dans ce premier numéro :

- 1o. Objet de cette revue.
- 2o. Où est la cause de la dépression générale des affaires.
- 3o. L'opinion d'un banquier éminent des États-

Unis sur l'indépendance canadienne.

40. Effet pratique des droits différentiels contre le Canada.

50. Où se trouvent les avantages du lien colonial.

60. La position absurde de la Chambre de Commerce de la Puissance.

70. Le Canada la seule colonie dans l'Amérique libre.

80. Le Canada doit contrôler son commerce extérieur.

90. Pourquoi Sir Francis Hincks est-il satisfait de sa position de colon ?

100. Le Canada et la Grande Bretagne doivent se séparer en bons termes.

110. L'insuccès de l'honorable George Brown à Washington.

120. Le Canada doit seul conduire sa barque.

130. Où était le drapeau canadien à l'exposition de Paris ?

140. Comment notre ambassade aux Indes Occidentales a échoué.

150. L'humble position du Canada dans l'empire britannique.

160. Pourquoi la mission de Sir A. T. Galt a-t-elle été sans succès ?

170. Peut-on faire des entreprises payantes de nos chemins de fer.

180. Comment le Canada a-t-il été traité au Congrès postal ?

190. Les avantages d'une union commerciale avec les États-Unis.

200. Pourquoi les améliorations du St. Laurent ne constituent-elles pas un placement avantageux ?

210. Ce que les États-Unis ont accompli depuis leur guerre civile.

22. La Loyauté à bon marché ; comment l'histoire se répète.

Ces divers sujets sont traités de main de maître, et nous en félicitons les auteurs.

MOTEL WINDSOR

MONTREAL



POUR LE

Confort et l'Élégance

L'HOTEL WINDSOR

N'A PAS DE RIVAL

SUR LE CONTINENT

Prix de - - \$2.00 a \$3.00

